

42 – ENJEUX ET DÉTERMINANTS DE LA MOBILITÉ SOCIALE

A – Quels sont les enjeux de la mobilité sociale ?

1 – Qu'est-ce que la mobilité sociale et quels sont ses enjeux ?

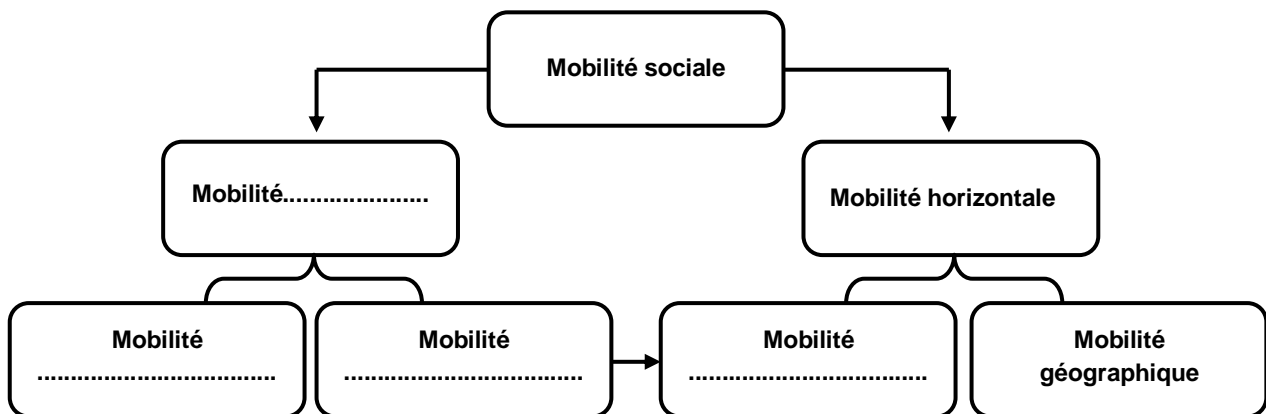
1 – La mobilité sociale est un concept défini par Pitirim Sorokin comme étant *le phénomène du déplacement d'individus dans l'espace social*. Il correspond au fait de changer de groupes ou de sociales au cours de sa ou d'une à l'autre. Les principaux types de mobilité sociale que l'on peut chercher à mesurer sont :

- la *mobilité* (aussi appelée *mobilité professionnelle verticale*) : c'est le changement de position sociale au cours de la vie active de l'individu ;
- la *mobilité* : on met en rapport la position occupée par un individu et celle de sa famille d'origine. On parle alors de *mobilité* quand une progression dans l'espace social est assurée pour la génération suivante (par exemple, un fils d'ouvrier devient cadre). En revanche, on parle de *mobilité* quand une régression dans la hiérarchie sociale s'effectue d'une génération à la suivante (par exemple, un fils de cadre devient employé) ;
- la *mobilité horizontale* : elle correspond au fait de pouvoir changer de secteur professionnel ou de lieu de travail sans changer de dans la hiérarchie sociale.

L'expression "ascenseur social" désigne couramment la mobilité sociale ascendante, en particulier la mobilité intergénérationnelle ascendante.

Q1 – Remplissez le texte à trou à l'aide du TD sur la mobilité sociale.

Q2 – Complétez le schéma suivant :



Q3 – Qualifiez les situations de mobilité suivante :

Charlotte, secrétaire dans une entreprise de transport, devient assistante de direction puis directrice	
Nordine, directeur commercial d'une agence de publicité dans le Nord accepte un poste identique à New-York	
Zahra, fille de professeur de SES, devient juge	
Emilie, fille de médecin, devient infirmière	
Florian reprend l'exploitation agricole de son père	

2 – Dans les sociétés modernes, le principe du brassage social s'est imposé comme légitime et possible. Il est légitimé par un Jean-Jacques Rousseau proclamant que les hommes « naissent libres » et sont « égaux en droit », par une Révolution française qui s'occupe d'abolir privilèges et corporations. Il se renforce lorsqu'un pays (les États-Unis) fondé par des puritains et des égalitaristes accède à l'indépendance. La mobilité sociale a donc été, avant tout, une idée philosophique et politique. Elle est la manifestation de plusieurs valeurs modernes : la liberté (de choisir son destin), l'égalité (des chances offertes à tous), le progrès (des individus), la rationalité (de leur distribution dans le corps social). Selon les cultures, leur importance varie. Aux États-Unis, la liberté d'entreprendre a valeur de « credo ». La réussite y est incarnée par le self-made man, qui parvient à s'élever par ses qualités personnelles, au terme d'une lutte à armes égales contre ses pairs. En France, en revanche, l'ascension sociale se veut la récompense du mérite.

(Source : « A Weinberg, « A la recherche de la mobilité sociale », Sciences humaines n° 45, décembre 1994).

3 – Une égalité des chances totale signifierait une absence de tout obstacle à la mobilité sociale, chaque individu pouvant accéder aux situations conformes à ses goûts dans des conditions de concurrence complètement ouvertes, ne faisant intervenir que ses aptitudes ou capacités. Dans ces conditions, un certain degré d'« hérédité sociale » pourrait encore s'observer, des individus pouvant à la fois aspirer au même type d'activité que leur père et en avoir les capacités; mais cette hérédité n'aurait rien du caractère mécanique ou contraint que suppose le système de castes ou toute forme de privilèges permettant à des classes sociales de s'en rapprocher de fait.

(Source Dominique Merliée, *La mobilité sociale*, coll. Repères, éditions La Découverte, 1997).

Q4 – A partir des deux textes, remplissez le texte à trou suivant :

La mobilité sociale qui est une caractéristique des sociétés.....présente un certain nombre d'enjeux :

1. Un enjeu..... : L'intérêt de l'étude de la mobilité sociale est de savoir si la société démocratique est capable d'offrir unedes.....dans l'obtention des positions sociales. Un fils d'ouvrier a-t-il la même..... qu'un fils de cadre de devenir cadre ? Si c'est le cas, alors la disparition des sociales devient possible puisque la culture et la conscience de classe ne pourront plus se transmettre de génération en génération.
2. Un enjeu..... : Dans la sociologie américaine, la mobilité sociale est appréhendée comme le résultat d'une.....des individus par différentes instances comme la famille, l'école, les entreprises...Dans ce cas, la mobilité permet d'opérer des choix efficaces en termes deet de développement, chaque individu étant affecté à une certaine place en fonction de ses..... et de ses..... L'économie sera plus performante si elle sélectionne lesà tous les étages des organisations. La mobilité géographique et professionnelle est également une condition de la réalisation d'une concurrenceet.....
3. Un enjeu..... : Mettre l'accent sur la mobilité sociale permet de déplacer le problème des inégalités. L'égalité des devient une idéologie mobilisatrice et, d'une certaine façon, pacificatrice. En effet, il devient inutile de lutter contre les inégalités si les individus ont les mêmes « » de circuler dans la hiérarchie sociale. D'où la nécessité dele système scolaire afin de la société et de permettre à « l'ascenseur social » de fonctionner. Mais, l'Etat ne doit pas se contenter d'offrir les mêmes chances à l'Ecole. Il doit fournir des moyens économiques (revenus sociaux, bourses...) et(bibliothèques, accès à Internet...) aux familles défavorisées et il doit enlever les obstacles..... à l'accès aux postes sociaux les plus élevés (quotas, rendre les concours moins discriminants socialement...).

2 – Les outils de l'analyse : les tables de mobilité sociale

**Table de mobilité brute par classes sociales en 2003
(en % des hommes de 40-59 ans)**

PCS du père \ PCS du fils	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Ensemble (fils)
Classes supérieures	4,4	6,5	7,8	18,7
Classes moyennes	2,7	10,0	20,0	32,7
Classes populaires	1,3	7,2	40,1	48,6
Ensemble (pères)	8,4	23,7	67,9	100

Classes dirigeantes = Chefs d'entreprise, professions libérales, cadres supérieurs ;

Classes moyennes = Artisans, Commerçants, Professions intermédiaires ;

Classes populaires = Agriculteurs, employés, ouvriers.

Q1 – A partir du tableau et de vos calculs, remplissez le texte à trou suivant :

Si l'on raisonne en termes de classes sociales, la table de mobilité sociale permet de mettre en évidence plusieurs faits sociaux :

1. La structure des classes sociales a changé entre deux.....Les classes populaires qui représentaient un peu plus des.....des hommes de.....ans de la génération des pères n'en représentent plus que la.....pour la génération des.....A l'inverse, les classes moyennes et supérieures ont progressé respectivement depoints entre deux générations. En conséquence, tous les enfants des classes populaires ne pouvaient pas retrouver la.....sociale de leur père. De même, tous les enfants des classes supérieures ne suffisaient pas à.....toutes les places offertes par les classes supérieures. Il y a donc eu une mobilité.....qui a concerné% du total des hommes de 40-59 ans.
2. Cependant, en faisant la somme de la.....,qui présente le % des hommes de 40-59 ans qui ont retrouvé la classe sociale de leur père, on s'aperçoit que l'.....sociale est forte puisqu'elle concerne plus de la.....de la population observée. Cette rigidité sociale est sensible aux deux extrêmes de la hiérarchie sociale. Ainsi,% des hommes de 40-59 ans appartenant aux classes supérieures ont retrouvé la position sociale de leur père. De même,% des fils d'origine populaire occupent la même position que leur père. Enfin, les classes populaires recrutent essentiellement en leur sein puisque.....% des hommes de 40-59 ans appartenant aux classes populaires en 2003 avaient un père appartenant à la même.....sociale.

3. En définitive, la mobilité....., une fois enlevée la mobilité structurelle, ne concerne plus qu'un.....de la population observée. Pour les classes supérieures, il ne peut s'agir que d'une mobilité..... qui concerne.....% des fils mais qui est amortie par le fait qu'un.....d'entre-eux ne tombent que dans les classes moyennes (trajet court). Pour les classes populaires, il ne peut s'agir que d'une mobilitéqui concerne.....% des fils de ces milieux. Mais, là encore, le destin des enfants de milieu populaire est d'accéder dans.....% des cas aux classes moyennes (trajet court). Les fils de classes moyennes ont, quant à eux, à peu près la même probabilité de connaître une mobilité..... qu'une mobilité.....Il faut toutefois noter que la forte expansion des classes moyennes et supérieures a profité principalement aux classes populaires puisque.....% des membres des classes moyennes et% des classes supérieures ont été recrutés dans les classes populaires.

3 – L'évolution de la mobilité sociale en France

Evolution de la mobilité sociale à partir des tables en PCS

(en % des hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans)

	1953	1977	1993	2003
Immobilés	69	43	34,9	35,3
Mobilité brute	31	57	65,1	64,7
Mobilité structurelle	8	19	23,4	24,7
Mobilité nette	23	38	41,7	40,0

(Insee, Données sociales 2006)

Q2 – A partir du tableau remplissez le texte à trou suivant :

1. A long terme, en France, la mobilité sociale a beaucoup....., au cours des dernières décennies : en 1953, plus de hommes de 40-59 ans surretrouvaient la position sociale de leur père. De nos jours, hommes surn'ont pas la même position sociale que leur père.
2. Une partie de cette mobilité est due aux transformations de la des emplois (mobilité). Cette mobilité concernait moins d'un homme sur.....en 1953. De nos jours, elle touche un homme sur.....Entre la génération des pères et celle des fils, la partde chaque profession dans la population.....a considérablement changé. Ainsi, le nombre d'exploitations agricoles s'est fortement Les fils d'agriculteurs ne pouvaient tous devenir agriculteurs, ils ont été contraints de changer desocial par rapport à leur père. De même, les postes de cadres ont fortement..... car les entreprises et les administrations ont recruté des salariés de plus en plus.....En conséquence, tous les enfants de cadres ne suffisaient pas à occuper la.....position sociale que leur père. La catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures a donc dû.....des salariés ayant une autre.....sociale (fils de professions intermédiaires, fils d'employés, fils d'ouvriers).
3. L'autre partie de cette mobilité est qualifiée de mobilité Elle montre que la société est plus fluide et que l'égalité des chances semble avoir.....En 1953, cette mobilité concernait moins d'un homme sur.....De nos jours, elle touche deux hommes sur.....

Évolution de la part des trajectoires intergénérationnelles 1983-2003

En %

	1983	1988	1993	1998	2003
Immobilés	43,7	42,3	40,4	40,0	39,4
Ascendants	37,7	38,2	39,5	38,6	38,7
Descendants	18,6	19,5	20,1	21,5	21,9
Ratio ascendants/descendants	2,02	1,96	1,96	1,79	1,77

Champ : hommes et femmes âgés de 30 à 59 ans.

Source : enquêtes Emploi 1983-2003.

Q3 – A partir du tableau remplissez le texte à trou suivant :

4. La mobilité ascendante est.....fois plus importante que la mobilité.....en 1983 et elle.....en vingt ans. En 1983,.....% des.....et des.....deà.....ans ontdans lasociale. En 2003, c'était le cas pour.....% d'entre eux.
5. Cependant, la mobilité.....a progressé plus.....que la mobilité ascendante ce qui a entraîné une.....du ration ascendants/descendants et a fait dire à certains quesocial était en panne.

B – Comment expliquer une mobilité sociale limitée ?

1 – L'école n'arrive pas à assurer l'égalité des chances

1 – L'instruction obligatoire, la généralisation de l'enseignement secondaire, et enfin l'ouverture de l'enseignement supérieur illustrent la volonté de rendre accessible la formation scolaire et universitaire à des milieux auxquels elle était autrefois fermée et de réduire les inégalités sociales devant l'école. Apprécier la réalisation de cet objectif revient à mesurer la part respective des trois facteurs de l'évolution de la destinée scolaire des jeunes en fonction de leur origine sociale : la mutation de la structure sociale, l'allongement général de la scolarisation, et la modification du lien entre milieu d'origine et diplôme. L'analyse de la destinée scolaire selon l'origine sociale, pour les générations nées entre 1908 et 1972, permet de préciser le rôle de ces facteurs depuis près d'un siècle, ainsi que leur importance relative. L'allongement général des études est le facteur principal de l'évolution : il explique les trois quarts de la différence des destinées scolaires selon l'origine sociale, entre les générations extrêmes. Au-delà de cet effet, une démocratisation qualitative n'en a pas moins un impact appréciable : l'affaiblissement du lien entre origine sociale et diplôme est responsable d'un septième environ de l'écart. C'est dans les années 50 et 60, puis tout récemment, que cette démocratisation a joué à plein. Elle s'est davantage exercée au profit des filles que des garçons. Le lien entre origine culturelle et diplôme s'est lui aussi affaibli, mais à un rythme plus lent que le lien entre origine sociale et diplôme. Au total, les inégalités sociales devant l'École demeurent aujourd'hui fortes. Elles ont cependant diminué depuis quelques décennies, non seulement du fait de l'allongement général des études, mais aussi au-delà, de façon qualitative. (Sources : Claude Thélot et Louis-André Vallet, La réduction des inégalités sociales devant l'école, Economie et statistique n°334, 2000)

Q1 – Quels sont les trois éléments qui ont pu jouer dans l'évolution de la destinée sociale des individus ?

-
-
-

2 – La culture scolaire est une culture particulière, celle de la classe dominante, transformée en culture légitime, objectivable et indiscutable. De fait, elle est arbitraire et de nature sociale, résultat d'une sélection qui définit ce qui est estimable, distingué, ou, au contraire, vulgaire et commun. En d'autres termes, et par exagération, il n'y a aucune justification rationnelle, selon Pierre Bourdieu, au fait d'étudier Maupassant plutôt que Tintin, la peinture académique plutôt que la production des "taggeurs", la musique classique plutôt que la "techno". De même fonder les critères d'excellence sur les mathématiques, plutôt que sur le latin ou le grec, relève de l'arbitraire. La sélection des disciplines enseignées, de même que le choix des contenus disciplinaires, sont le produit de rapport de force entre groupes sociaux. La culture scolaire n'est donc pas une culture neutre mais une culture de classe. Dès lors, il n'est point étonnant que les "héritiers", étudiants issus de la bourgeoisie, soient surreprésentés dans les universités par rapports aux "boursiers" à l'origine sociale modeste.

Les critères de jugement de l'excellence scolaire par le corps enseignant sont des critères sociaux. L'école se voit déléguer par le groupe dominant un pouvoir d'imposition c'est-à-dire le pouvoir d'imposer des contenus conformes aux seuls intérêts de ce groupe. Les épreuves orales peuvent être considérées comme des "épreuves de manières", sanctionnant davantage la forme que le fond, sur la base de signes subtils de reconnaissance sociale qui transparaissent de la posture, de l'intonation, de ce que les jurys appellent la "présence", la "finesse" ou le "bon goût". Les épreuves écrites comme la dissertation révèlent les mêmes dispositions dans le "style" employé. [...]

Mais pour que l'école puisse assurer la reproduction sociale, c'est-à-dire assurer la domination des dominants, elle doit se doter d'un système de représentation fondé sur la négation de cette fonction. Dans le système éducatif, elle prend la forme de "l'idéologie du don". Cette idéologie, au fondement de la création de l'école républicaine, postule que les inégalités de réussite à l'école reflètent des inégalités d'aptitude, considérées comme innées. Dès lors, elle s'accompagne de l'idéologie méritocratique qui affirme que tout individu peut accéder aux positions sociales les plus élevées si ses talents, son travail et ses goûts le lui permettent. [...]

Dans les faits, les critères de la réussite sont des critères sociaux et non scolaires. La hiérarchie scolaire est en fait une hiérarchie sociale voilée par l'idéologie du don. Cette idéologie est primordiale pour que l'école remplisse sa fonction de légitimation de l'ordre social. Elle doit tout faire pour que son fonctionnement soit perçu comme légitime, c'est-à-dire fondé sur un principe reconnu et accepté par tous. Avec l'idéologie du don, l'école va "naturaliser le social", transformant les inégalités sociales en inégalités de compétences.

(Sources : Patrice Bonnewitz, *La sociologie de Pierre Bourdieu*, PUF major, 1998)

3 – « Le bonnet d'âne appartient aux images d'Epinal. Le sparadrap sur la bouche, les coups de règle sur les doigts ou les lignes à copier ont théoriquement disparu des salles de classe. On la croyait révolue, mais l'humiliation des élèves, phénomène largement ignoré de l'institution scolaire, perdure, même si elle a pris d'autres formes. C'est donc à un sujet risqué et tabou que le sociologue Pierre Merle vient de consacrer un livre (*L'Elève humilié*). L'humiliation y est décrite comme un phénomène souvent ressenti par les élèves. Depuis les années 1960, elle a pris un nouveau visage : la forme la plus répandue en est le "rabaissement scolaire", qui touche les élèves les plus faibles, la plus violente, l'"injure". Au collège, il n'est pas si exceptionnel que des élèves soient menacés de "finir en BEP", considéré comme une filière de relégation par rapport à l'enseignement général. Certains enseignants continuent de distribuer les notes par ordre décroissant avec une remarque bien sentie pour le dernier. Plus rarement, des élèves ont le désagrément d'entendre leur copie lue à haute voix par l'enseignant en guise de contre exemple. A l'extrême, d'autres peuvent se voir qualifiés de termes peu amènes ("nul", "vache imbécile", "avorton"). Plus récemment, en 2001, une enquête de Pierre Merle sur le rapport des collégiens de 6e et de 3e aux mathématiques et au français montrait la persistance de ces pratiques. En réponse à un questionnaire adressé à 870 élèves de l'académie de Bretagne, près de 20 % des enquêtés déclaraient avoir ressenti "souvent" ou "assez souvent" le sentiment d'être humiliés, contre 58 % qui disaient ne l'avoir "jamais" ressenti et 23% qui déclaraient l'avoir ressenti "rarement". Dans cette enquête, comme pour l'Insee, le sentiment d'humiliation apparaissait plus fréquent chez les élèves faibles, ou se considérant comme tels. (Source : Martine Laronche, « *L'humiliation des élèves, reflet des carences pédagogiques françaises* », Le Monde, 14 septembre 2005)

4 – PCS des pères selon le niveau de diplôme obtenu par les enfants (Génération de 30-34 ans entre 1995 et 2000)

En %	Agriculteur	Indépendants	Cadres	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier
Sans diplôme	8,1	10,1	2,5	6,9	13,1	59,3
Inférieur au Bac	9,6	11,2	3,6	10,9	15,8	48,8
Bac pro ou techno	12,4	13,2	6,9	16,8	14,6	36,1
Bac classique	6,5	15,8	14,0	19,9	17,7	26,2
DEUG, BTS, DUT...	7,8	14,2	18,5	25,5	15,5	22,5
Licence, Maitrise	5,2	12,8	25,5	24,3	15,6	16,7
DESS, DEA, Capes	4,3	12,8	38,6	21,4	12,0	10,9
Grandes Ecoles (HEC,...)	2,2	11,3	48,5	21,8	9,8	6,4
Total	8,3	12,1	10,1	14,0	15,0	40,6

(Sources : Louis Chauvel, *Le retour des classes sociales*, Revue de l'OFCE, Octobre 2001)

Q1 – Quelle est la culture véhiculée par l'école selon Pierre Bourdieu ?

.....

.....

Q2 – Quelles sont les catégories sociales les plus proches de cette culture ? Les plus éloignées ?

➤

➤

Q3 – Faites une phrase avec 48,5 dans la ligne Grandes Ecoles du tableau :

.....

.....

Q4 – Quelles sont les conséquences de ces écarts en matière de réussite scolaire à partir des docs 3 et 4 ?

➤

➤

Q5 – Quel est le rôle de l'idéologie du don dans l'acceptation de ces inégalités ?

.....

.....

Q6 – Que doivent faire les enfants des classes populaires s'ils veulent acquérir du capital culturel ?

.....

.....

2 – Les stratégies familiales contribuent à cette immobilité

1 – Bien que les privilèges héréditaires soient en principe abolis, on retrouve des dynasties de polytechniciens ou de médecins, mais aussi de petits fonctionnaires ou de salariés agricoles. Certes, il ne s'agit plus pour les parents d'imposer autoritairement leurs vues, mais leur influence transite par des voies plus subtiles tout en étant parfois aussi pesantes. Au-delà ou en deçà du soutien proprement dit (s'intéresser aux résultats du travail, aller voir les professeurs, aider ou faire aider dans les matières défaillantes...), trois facteurs familiaux conditionnent fortement l'orientation et le succès plus ou moins prometteur du jeune. Le premier, le plus subtil sans doute, porte sur la transmission d'une certaine ambition pour l'avenir et il est clair que le niveau d'aspiration des parents, transmis aux enfants, est fortement lié à ce qu'eux-mêmes ont pu réaliser. En fait l'ambition du jeune se forme aussi à travers les modèles professionnels qu'il rencontre dans la famille - ce qui explique largement les dynasties dont nous parlions et l'éventail plus ou moins ouvert des professions que les discussions familiales mettent en question. Enfin, l'insertion sociale des parents et leurs acquis culturels font qu'ils connaissent ou non eux-mêmes les bonnes filières (ce qui est particulièrement précieux en cas de changement technologique rapide et de crise des emplois) au lieu d'arriver les derniers sur les voies déjà largement encombrées. Etre informé, certes, mais aussi avoir quelques relations bien placées qui pourront compléter les conseils à donner aux jeunes et éventuellement faciliter l'embauche ultérieure. Si l'on ajoute que la perspective de prolongation des études, le recours à des cursus spécialisés à tarif de scolarité élevé, ou l'envoi dans une autre ville sont directement dépendant des moyens financiers des parents, il serait clair qu' "aider les jeunes à entrer dans la vie professionnelle" ne recouvre pas les mêmes chances selon que le jeune appartient à telle ou telle famille.

(Source : Agnès Pitrou, *Notes et études documentaires* n° 4843, La Documentation française, 1987)

2 – Autres caractéristiques sociodémographiques fixées, la probabilité d'avoir redoublé au moins une fois avant l'âge de 15 ans est supérieure de 9 % si l'enfant doit cohabiter, par rapport à un jeune disposant de sa propre chambre. Faut-il en conclure que le fait de disposer d'une chambre à soi a un effet direct sur la réussite scolaire de l'enfant ? Quand bien même cet effet serait modeste comparé aux déterminants mis en avant comme le niveau socioculturel des parents, l'idée selon laquelle la

possibilité de s'isoler et de trouver le calme favorise la réussite scolaire est pertinente. Mais, en toute rigueur, les données disponibles ne permettent pas d'assimiler cette corrélation à une causalité. Par ailleurs, les résultats obtenus sont cohérents avec des explications alternatives impliquant un lien plus complexe : par exemple, on peut avancer, qu'en consacrant à un enfant une partie de l'habitation, les parents témoignent de l'importance qu'ils attachent à son travail scolaire. Dans cette hypothèse, la chambre à soi devient pour le statisticien un indicateur de l'intensité de l'investissement scolaire de la famille. (Source : Marie Gouyon, *Une chambre à soi : un atout dans la scolarité ?* Données sociales 2006)

Q1 – Quels sont les éléments que peut offrir une famille pour la réussite scolaire de ses enfants

-
-
-
-
-

Q2 – Les familles sont-elles toutes sur un pied d'égalité dans ce soutien ?

-
-
-

3 – Pour Raymond Boudon, la rationalité des individus et de leurs familles est soumise à des contraintes. Ces contraintes proviennent du milieu d'origine : différences de ressources et différences d'aptitudes légitimées par le système scolaire ou le marché du travail (axiome d'inégalité sociale devant l'école). Elles pèsent sur les choix d'orientation. Différents paramètres entrent en jeu : le coût relatif des études, comparé aux anticipations de gains liés aux diplômes (axiome d'efficacité relative des qualifications scolaires). Les paramètres ne sont pas tous quantifiables. Les ruptures avec le milieu d'origine, avec le lieu d'habitation, avec la famille et/ou le groupe des pairs, entraînées par la poursuite d'études, peuvent dissuader d'emprunter certaines voies.

Le système éducatif peut se comparer à un réseau complexe de "voies ferrées" reliées par des "aiguillages". A chaque bifurcation, un choix est effectué par l'élève et sa famille. L'état final de l'institution scolaire se présente comme la résultante de ces microdécisions auxquelles il faut ajouter les décisions gouvernementales : augmentation des places scolaires, réformes...Il n'est pas nécessairement conforme aux attentes des acteurs. Des effets de système se sont créés entre-temps : dévalorisation de certains diplômes ou de certaines filières au détriment de certaines formations (survalorisation des IUT ou des BTS destinés au départ aux élèves qui n'envisageaient pas de poursuivre de longues études supérieures).

(Source : Gilles Ferréol, Jean Pierre Noreck, *Introduction à la sociologie*, Armand Colin, 1989)

Q1 – Dans quel courant d'analyse se situe Raymond Boudon ?

-
-

Q2 – Comment explique-t-il les choix des familles en matière de stratégie scolaire ?

-
-

Q3 – Quels sont éléments que prennent en compte les familles pour prendre leurs décisions ?

-
-
-

Q4 – Que peuvent provoquer ces milliers de décisions individuelles ?

-
-

4 – Les classes populaires adoptent une attitude ambiguë envers la minorité de leurs membres qui, entendant franchir ou transformer les frontières de classe, ont une activité politique ou intellectuelle. Le respect pour le "savant" reste vivace. Mais contradictoirement, on manifeste aussi une certaine méfiance envers la culture : "A quoi ça sert, tous ces bouquins ? Tu crois que tu seras plus heureux après ? Tu veux être employé de bureau, instituteur ou quoi ?". Les parents qui refusent de signer une demande de bourse pour leurs enfants ne pensent pas seulement à l'argent que leur coûteraient la nourriture et les vêtements du boursier. Plus profondément, ils mettent en doute la valeur de l'éducation comparée aux valeurs sûres du groupe local ; mais s'il est vrai que le groupe s'oppose aux tentatives d'évasion de ses membres en exerçant sur eux une contrainte qui va toujours dans le sens du conformisme, il est caractéristique que les gens du peuple acceptent facilement ceux qui sont devenus "différents" grâce à l'université ou autrement : il n'y a jamais d'hostilité systématique envers ceux qui se sont éloignés du groupe et de ses habitudes. En fait, les classes populaires sont capables d'une tolérance très large en certaines occasions. Mais il s'agit là d'une tolérance qui a ses propres critères et qui subordonne l'acceptation du "déviant" à l'acceptation par le "déviant" des valeurs fondamentales de la classe.

(Source : R.Hoggart, *La culture du pauvre*, Ed. de Minuit, 1970)



3 – Alors que nous avons longtemps vécu sur la confiance dans l'avenir, dans l'idée que demain serait meilleur qu'aujourd'hui, la tendance se renverse et nombre de Français pensent que demain sera pire qu'aujourd'hui et que nos enfants vivront plus mal que nous. En 2004, 60 % des Français se déclarent optimistes pour leur propre avenir alors qu'ils ne sont que 34 % à l'être pour ce qui est de l'avenir de leurs enfants. Ce sentiment ne procède pas d'un appauvrissement général (le niveau de vie moyen a sensiblement augmenté durant les vingt dernières années), mais de la crainte que le long processus de promotion et de mobilité sociale se retourne en menaces de chute et de déclassement, menaces d'autant plus mal vécues qu'elles prennent place dans une "société de classement" marquée par le souci de la sélection et de la hiérarchisation. Cette crainte est fondée : l'écart de revenus entre les trentenaires et les quinquagénaires n'a cessé de se creuser en faveur des plus âgés, passant de 15 % dans les années 1970 à 40 % aujourd'hui. Il fonde la conviction selon laquelle les nouveaux venus seront plus mal traités que les anciens. Le risque de la chute sociale remplace la confiance dans un "ascenseur" permettant à chaque génération de monter, ne serait-ce que d'un étage.

Ce sentiment de déclassement prend racine à l'école qui s'est longtemps appuyée sur la certitude que les études "payaient", certitude forgée à l'âge de l'élitisme républicain quand, les diplômes scolaires étant relativement rares, les enfants du peuple qui les obtenaient étaient sûrs de monter dans l'échelle sociale. Elle s'est renforcée après les années 1950, tant que la multiplication du nombre des diplômés était parallèle à celle des emplois qualifiés. Durant près de vingt-cinq ans, l'ascenseur social a donc fonctionné sans faiblir pour ceux qui obtenaient des diplômes. Aujourd'hui encore, les jeunes diplômés s'insèrent mieux dans l'emploi que ceux qui n'ont pas de qualification scolaire. Mais cette loi générale présente de nombreuses failles : les emplois qualifiés ayant crû beaucoup moins rapidement que les diplômés, de plus en plus de jeunes scolairement qualifiés n'accèdent pas aux emplois auxquels ils pensaient pouvoir prétendre. Parmi les jeunes quittant l'école avec le baccalauréat à la fin des années 1960, soit environ 18 % d'une classe d'âge, 70 % devenaient cadres ou accédaient aux professions intermédiaires. Aujourd'hui, cette probabilité est tombée à 25 % alors que près de 70 % d'une classe d'âge est titulaire de ce même diplôme. Plus encore, une enquête récente de l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC) indique que, parmi les jeunes titulaires d'un bac + 4 et occupant un emploi, un tiers deviennent employés.

L'ampleur de ce déclassement a plusieurs conséquences :

- D'abord, dans le même univers de travail, l'adéquation entre le diplôme et l'emploi est de moins en moins assurée, et la qualité des emplois que l'on propose à ces jeunes plus instruits a souvent de quoi les rendre amers. Pensons aux "intellos précaires" qui se multiplient.
- Ensuite, les rapports entre les générations s'en trouvent profondément déséquilibrés. Les enfants du baby-boom ont bénéficié, à la fois, de la massification scolaire et de la forte croissance des emplois qualifiés, alors que leurs propres enfants, et bientôt leurs petits-enfants, doivent posséder beaucoup plus de diplômes pour espérer retrouver la position de leurs aînés.
- Enfin, si le déclassement touche toutes les catégories sociales, il le fait de manière très inégalitaire. D'une part, les petites différences entre les diplômés deviennent de grandes différences lors de l'entrée dans l'emploi. D'autre part, quand le lien entre le diplôme et l'emploi se distend, le capital social, les relations et l'entregent jouent un rôle grandissant dans l'accès aux contrats d'apprentissage, aux stages, aux entretiens d'embauches... Et au bas de l'échelle, il arrive que certains jeunes découvrent que les diplômés ne préservent pas du plafond de verre de la ségrégation et de la mauvaise réputation des quartiers difficiles.

Cette expérience reste douloureuse. Pourquoi avoir fait tant d'études, pourquoi avoir imposé tant de sacrifices à sa famille, si c'est pour occuper des emplois très inférieurs aux ambitions et aux espérances forgées durant les années de formation ? Bien souvent, les jeunes ont le sentiment d'avoir été trompés par le système scolaire et cette déception n'est pas sans effets sur l'école elle-même. On sait que dans les quartiers les plus sensibles, l'amertume peut laisser place à la violence. Comment maintenir la foi dans la justice du mérite scolaire quand les méritants eux-mêmes finissent par perdre ? L'affirmation réitérée selon laquelle l'allongement des études et l'élévation du niveau de qualification scolaire sont un bien en soi repose à la fois sur des évidences et sur des illusions.

Le déclassement n'est pas qu'une affaire de diplômes et de mobilité sociale limitée. Il est dominé par la crainte de la chute, et cela à tous les niveaux de la société. A la concurrence de ceux qui voulaient monter se substitue l'hostilité de ceux qui craignent de chuter. Dans les classes moyennes, la peur de la chute se manifeste par des phénomènes de fermeture et d'évitement tout aussi marquants. De manière moins politique, les catégories sociales qui en ont les moyens se regroupent et évitent celles qui pourraient les entraîner dans leur chute. Les plus riches colonisent les centres-villes pendant que les classes moyennes fuient les banlieues difficiles, quitte à payer cette protection par de longues heures de transport. L'observation des stratégies de choix des établissements scolaires est à cet égard sans ambiguïtés : chacun cherche à fuir la catégorie sociale inférieure dont la fréquentation pourrait, pense-t-on, provoquer le déclassement de ses propres enfants. Aussi assistons-nous à un paradoxe étonnant : alors que la culture de masse et les convictions démocratiques nous rapprochent, chacun cherche à se protéger de ceux qui pourraient le faire descendre.

Au-delà de la seule question technique de savoir combien d'individus montent et combien descendent les échelles de la structure sociale, l'accroissement du risque de déclassement transforme profondément nos représentations de la vie sociale. Quelle croyance partagée peut remplacer la confiance dans le progrès quand les schémas hérités des Trente Glorieuses relèvent de l'illusion nostalgique ? Quelles sont les politiques sociales les plus justes possibles quand le déclin de la croissance conduit à partager des sacrifices et des pertes bien plus que des bénéfices ? Enfin, et la question irrigue désormais la totalité de nos débats, que sont la nation et la citoyenneté quand l'Etat et les classes dirigeantes nationales ne paraissent plus maîtriser l'avenir ?

(Source : François Dubet et Marie Duru-Bellat, « *Déclassement : quand l'ascenseur social descend* », Le Monde du 23 janvier 2006)

4 – Aux Etats-Unis, le rêve américain porte bien son nom. Un enfant né dans une famille à bas revenus n'a qu'une chance sur cent de finir parmi les Américains les plus riches. En revanche, 22 % des "dauphins" de riches Américains le demeurent. Les enfants de la classe moyenne, eux, sont un peu plus nombreux (39,5 %) à avoir un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents qu'à monter dans l'échelle des revenus (36,5 %). Avant la crise actuelle, un nombre croissant d'Américains (16,6 % en 2003 contre 13 % en 1990) voyaient leurs revenus diminuer sensiblement d'une année à l'autre. En 2005, une enquête de la London School of Economics menée au Canada, en Allemagne, en Suède, en Norvège, au Danemark, en Finlande, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis avait même démontré que c'était dans ces deux derniers pays que la mobilité sociale était la plus faible.

